

INTERVENTION GROUPE CGT CONJONCTURE 12 JUILLET 2011-07-07

M. le président,
Chers collègues,

L'avis reflète bien la situation économique et sociale actuelle, lourde d'incertitudes pour l'avenir. La reprise est effectivement timide et les prévisions pour 2011 en repli sur 2010 au niveau mondial. Elle est encore plus faible et très inégale au niveau européen tandis qu'en France, après un 1^{er} trimestre à peu près correct tiré par la consommation des ménages, elle est au plus bas.

En Aquitaine, le chômage a continué de progresser depuis 1 an (+2,2%) et atteint un niveau très élevé à 9,3% (au dessus de la moyenne nationale). Plus préoccupant encore la progression du chômage catégorie A, B et C (+4,2%) qui traduit une tendance à la précarisation de l'emploi. L'essentiel des embauches et des créations d'emplois se font désormais sur la base de CDD, de temps partiels imposés, d'intérim, de petits boulots,....

Ainsi, dans un contexte de reprise « plombée », le paysage Français et Aquitain qui se dessine est de plus en plus inégalitaire socialement et territorialement. De ce point de vue, l'étude INSEE qui témoigne d'une hausse des bénéficiaires du RSA et de la structuration d'un véritable couloir de pauvreté doit interroger toutes les politiques publiques. Force est de constater qu'elles aggravent les déséquilibres, et il est à craindre que la proposition de nouvelle carte visant à « métropoliser » et à « rationaliser » le maillage institutionnel et de service public de nos territoires n'accroisse cette fracture.

Comme le note l'avis, l'avenir est très incertain. Les politiques d'austérité imposées aux pays et aux peuples européens, dont beaucoup déjà, sont à un niveau de souffrance maximum, sont désastreuses. Le pacte Sarkozy/Merkel, rebaptisé pacte Euro+, est une sorte de compilation de directives en matière de politique d'austérité pour l'ensemble de la zone euro élargie. De façon quasiment obsessionnelle, il propose de réduire drastiquement les dépenses publiques et d'organiser, ni plus ni moins, la baisse des salaires, et même des salaires minimum au nom de la compétitivité. Non seulement il y a danger d'un recul social et démocratique majeur, mais il y a aussi risque de briser durablement toute perspective de relance de la croissance sur notre continent. On ne peut que comprendre et partager les différentes mobilisations qui se font jour partout en Europe en Grande-Bretagne, en Grèce, au Portugal et en Espagne, en particulier portées par la jeunesse. Comme le notait un éditeur récemment, cela traduit une crise de confiance historique avec le modèle de développement actuel.

C'est pourquoi, comme nous y invite l'avis, il convient de repenser le « paradigme politique ». Sortir de la crise interdit tout maintien à l'identique.

Pour la CGT, il y a deux directions prioritaires :

Nous pensons d'abord qu'il faut remettre à plat la RGPP, qui n'est ni plus ni moins qu'une stratégie de baisse et de rationnement de la dépense publique utile au nom de la réduction des déficits. Dans la contribution CGT/FSU nous avons montré les conséquences négatives pour l'Aquitaine. Contrairement à ce qui est dit de façon péremptoire par certains, la dépense publique n'est pas l'ennemi de la croissance et de l'efficacité économique. Depuis ½ siècle la tendance qui l'a emporté dans tous les pays de l'OCDE est celle d'une montée structurelle des dépenses publiques qui ont coïncidé avec les périodes de croissance.

Aujourd'hui, l'emballlement de la dette publique est essentiellement lié à la crise (**sauvetage des banques et relance de l'économie**), qui a été supportée par la puissance publique, et aux politiques menées depuis 10 ans qui se sont traduites par 172 milliards de niches fiscales et sociales. Plutôt qu'une réduction globale et aveugle de la dépense publique, il convient donc de favoriser et revaloriser toutes les dépenses publiques qui sont utiles parce qu'elles sont redistributives, réduisent les inégalités et favorisent la croissance. A contrario, il faut baisser tout ce qui participe des dépenses

inefficaces, en particulier les niches fiscales et aides aux grands patrimoines, aux grandes entreprises. (Voir Thalès)

L'autre question qu'il nous paraît urgent d'affronter est celle du travail. Nous l'avons déjà dit ici, la crise que nous traversons est avant tout celle du travail. Le travail est malade : malade parce que trop dévalorisé depuis trop longtemps par la recherche effrénée de la réduction de son coût pour grossir les dividendes. Malade parce qu'il ne reconnaît plus la valeur des qualifications et des savoir-faire. Ceux des jeunes en particulier. Malade parce qu'il ne sécurise plus les parcours, alors que les mutations technologiques appellent à élargir et à renforcer les garanties individuelles et collectives. Malade des formes d'organisation, d'intensification du travail, de management inhumains qui émergent un peu partout et qui privilégient toujours plus la rentabilité à la qualité du travail, au bien être, au bien travailler. Le conseil régional serait bien inspiré de ce point de vue de revoir son soutien aux entreprises qui développent le LEAN.

Chers collègues, nous avons eu ces tous derniers mois en Aquitaine 3 suicides reconnus accident du travail. (Plus un suicide d'un salarié de l'ONF). C'est aussi un élément de la conjoncture. Ils ne sont que la partie apparente d'un mal être, d'une souffrance et d'une perte de sens du travail qui ne cesse de gagner du terrain. (Plus de 35 200 accidents du travail par an déclarés en Aquitaine avec hausse sommes pour en financer l'accompagnement). ???

Pour la CGT, revoir le paradigme politique c'est nécessairement revisiter ce postulat selon lequel le travail est seulement un coût. Il n'est d'ailleurs pas plus élevé en France qu'en moyenne européenne selon Eurostat. Le travail c'est au contraire la source de la création des richesses. Le revaloriser par les salaires, la reconnaissance des qualifications, de meilleures conditions de travail, c'est à coup sûr se donner les moyens de relancer la croissance et de s'inscrire dans une perspective de développement humain durable. C'est ce que semble vouloir de très nombreux salariés aquitains qui se mobilisent, en particulier dans les PME, pour leurs salaires, leurs droits. C'est d'ailleurs une indication de la DIRECCTE Aquitaine du mois de mai qui « constate une nette prépondérance des revendications sur les revenus du travail. »

Je vous remercie
Julien RUIZ